



<http://nopassaix-paca.org/>

Le 6 novembre 2023

Censure et propagande en pandémie: nouvelle ère de police de la pensée?

Dans les démocraties, les questions de société sont censées faire l'objet de débats publics contradictoires. Pourtant, la crise sanitaire du covid s'est caractérisée, dès le début 2020, par une fermeture inédite du débat public, des phénomènes de censure et l'ostracisation. Quatre acteurs ont eu des intérêts convergents à s'entendre pour contrôler le débat public sur la crise de la Covid et son interprétation:

1. Les **médias traditionnels**, qui sont confrontés à une crise de confiance majeure dans les populations (1), et pour qui le contrôle et si possible l'exclusivité de la diffusion de l'information légitime sur la crise sanitaire constitue presque une question de survie.
2. Les **géants du numérique**, qui contrôlent non seulement les réseaux sociaux mais aussi et de plus en plus les médias traditionnels, et qui profitent de la crise sanitaire pour accroître leur emprise sur la vie numérique (2), ainsi que leurs profits publicitaires (3).
3. La plupart des **gouvernements occidentaux** de type libéraux, qui redoutent les conséquences électorales de leur gestion de la crise sanitaire et veulent par conséquent s'assurer que leur version de l'histoire ne sera pas fondamentalement remise en question.
4. Le **tandem indissociable de l'OMS et son principal financeur, la Fondation Bill Gates**, dont le programme de vaccination mondiale constitue la pierre angulaire de la pensée sanitaire.

Ces quatre acteurs ont entretenu des liens étroits avec les industries pharmaceutiques, qui ont su user de tout leur pouvoir de trafic d'influence et de lobbying (4).

Nous consacrerons un chapitre particulier aux officines de fact-checking pour comprendre la mécanique qui fait passer aux yeux du public un mensonge d'Etat en vérité.

Ce système de contrôle est destiné à assurer la prédominance médiatique avec pour objectif le consentement des populations, à l'égard d'un message général qui pourrait être résumé ainsi : a) une

pandémie menace la survie de l'humanité entière, b) il n'existe aucun traitement pour guérir les malades, c) il faut confiner la totalité des populations, d) la délivrance viendra uniquement d'un vaccin.

1. Les acteurs de la censure et de la propagande

1.1 Les médias traditionnels

Les médias traditionnels en France appartiennent à des grands groupes industriels (Bouygues, Dassault, Lagardère...) , ou à **des milliardaires** (Vincent Bolloré, Bernard Arnault, Xavier Niel, Patrick Drahi...), ou bien ne survivent que grâce aux publicités de ces groupes (5). Ce processus de concentration est tel que **dix sociétés contrôlent 90% de la presse écrite, 55% des parts d'audience de la télé et 40% de celles de la radio** (6).

D'autre part, ils reçoivent d'importantes **subventions gouvernementales**. Outre le maintien des médias audio-visuel publics (*Radio France* et *France Télévision*), l'Etat finance également des entreprises de presse qui en dépendent : 8,3 millions d'euros pour *Aujourd'hui en France*, **entre 5 et 6 millions pour *Libération*, *Le Figaro* et *Le Monde***, entre 4 et 5 millions pour *Ouest-France* et *L'Humanité*, *Le Parisien* etc (7).

Dans cette double dépendance, **les médias ont perdu toute capacité à représenter un « quatrième pouvoir »**. Ils sont sous influence des puissances économiques et politiques dont ils relaient la vision du monde et les intérêts. L'Agence France Presse (AFP) est une **énorme entreprise de fabrication d'informations à destination de la totalité des médias français**. L'Etat est une des instances dirigeantes et son premier client (assure 40% des recettes de l'agence) (8).

1.2 Les géants du numérique

Les géants du numérique jouent aussi un grand rôle dans le contrôle de la pensée.

- **Google** a créé en 2013 un « fonds d'aide au développement de la presse écrite » en France, afin de « soutenir un journalisme de qualité grâce aux technologies ». Ainsi, en 2019, **21 médias ont reçu des subventions à hauteur de 6,4 millions d'euros**. On a vu alors fleurir sur les sites Internet de ces médias quantités d'analyses de types « big data », « fact check », ainsi que la traque des « fake news » et sites « complotistes » (9). Nous montrerons plus bas que ces officines de fact checking font du blanchiment d'information.
- **Facebook** fait aussi de la police de la pensée depuis 2017, toujours par le biais de la chasse aux « fake news » (10). **Huit médias français ont ainsi signé un partenariat** avec Facebook : *Libération*, *Le Monde*, *20 Minutes*, *l'Express*, *BFMTV* ainsi que l'AFP, *France Télévisions* (*France Infos*) et *France médias monde* (*France 24*, *Radio France Internationale* et *TV5 Monde*). Pour les financer, Facebook achète au prix fort des espaces publicitaires (11).

1.3 Le gouvernement

Le gouvernement français a largement soutenu ces initiatives. **La loi du 22 décembre 2018** « relative à la lutte contre la manipulation de l'information », donne de nouveaux pouvoirs de censure au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) et organise la coopération avec les géants du net (Facebook, Google, YouTube, Twitter) afin de lutter contre toute production d'informations susceptible de « troubler l'ordre public » (12). Cette censure de l'Etat, qui porte atteinte à la liberté d'expression, a commencé dans la lutte contre le terrorisme et les « contenus haineux », puis s'est étendue à des contenus plus politiques, **au point d'exercer une véritable police de la pensée**, inséparable de la doxa qu'elle sert.

1.4 La Fondation de Bill & Melinda Gates et l'OMS

La fondation Bill & Mélinda Gates est une superpuissance, avec le fondateur de *Microsoft* disposant d'une fortune personnelle de 100 milliards de dollars. Elle finance de nombreux médias en France, dont **Le Monde (2,13 millions de dollars en 2019)** (13). Cette fondation consacre par ailleurs une partie très importante de ses dons (défiscalisés) à la santé, avec un intérêt tout particulier pour les vaccins, au mépris de solutions moins industrielles et tout aussi efficaces (14). En outre, la fondation est devenue extrêmement **influyente au sein de l'OMS** dont elle est le premier financeur devant les Etats-Unis (si l'on ajoute les 4 autres organisations privées contributrices qui lui appartiennent).

L'OMS a joué un rôle particulièrement actif dans la tentative de maîtriser la communication sur la pandémie. Depuis le classement de la Covid-19 en « urgence de santé publique internationale » le 30 janvier 2020, son directeur a tenu des conférences de presse quasi quotidiennes. Il estimait que « *Notre plus grand ennemi à ce jour, ce n'est pas le virus lui-même. Ce sont les rumeurs, la peur et la stigmatisation* » (15). L'OMS a mis sur pied une stratégie de communication. Un accord a d'abord été passé avec Google pour **mettre en tête de liste les informations de l'OMS** à la suite d'une recherche sur le coronavirus, puis s'est assurée **le concours des principaux réseaux sociaux** (Facebook, Twitter, Instagram, Pinterest, Tencent, Tik Tok) et mêmes de sociétés comme Uber et Airbnb afin qu'ils diffusent les « bons messages » (16). Enfin, l'OMS et ses partenaires ont recruté des **influenceurs** (17) sur les réseaux sociaux et YouTube, *leader* mondial de la vidéo en ligne (plus de deux milliards d'utilisateurs mensuels en 2020) et propriété de Google (18).

2. Comment les mensonges d'Etat deviennent des vérités aux yeux du public?

Nous avons vu que les médias traditionnels étaient sous une double influence des puissances économiques et politiques, qui veillent au respect de leurs intérêts, par le biais des agences de presse (telles que l'AFP) qui formatent l'information.

Il nous faut expliquer maintenant par quel agencement les mensonges d'Etat peuvent passer pour des vérités aux yeux du public.

2.1 Les officines de “fact checking”

Comme si le harcèlement en meute sur les réseaux sociaux ne suffisait pas, des enseignes de fact-checking affichant un verni journalistique se sont multipliées, y compris au sein de rédactions de presse jadis prestigieuses.. Elles jouent un rôle essentiel dans le blanchiment d'information. En voici le fonctionnement.

- Les officines de fact-checking (AFP-factuel, Fact&Furious (aujourd'hui dissout), Checknews de *Libération*, Les Décodeurs du *Monde*, Conspiracy Watch “l'observatoire du complotisme” de Rudy Reichstadt etc) sont largement financées, comme on l'a dit, par Big Tech et Big Pharma. **Elles agissent non pas pour faire une vérification honnête des faits, mais pour fabriquer sur commande les fausses informations nécessaires à la crédibilité de la politique du gouvernement.** Conspiracy watch a été créée dans le cadre d'un partenariat public-privé (Macron-Rothschild) (23). Fact&Furious avait un contact direct avec l'Elysée. Ces officines s'emploient à jeter le discrédit sur les sceptiques, avec le lexique de la diffamation et de la malveillance, même s'ils font partie des scientifiques les plus prestigieux du monde (Pr Raoult, directeur de l'IHU de Marseille, l'épidémiologiste le plus cité par ses pairs chercheurs; Pr Montagnier, biologiste, prix nobel de médecine 2008 pour la découverte du VIH; Pr. Perronne, infectiologue, chef de service à l'hôpital de Garches, président de la commission des maladies transmissibles du Haut Conseil de la Santé Publique, ...). **Aucune preuve n'est jamais donnée** (22), le seul objectif étant de ne laisser aucune audibilité à la pensée contrariante. Les employés de ces officines n'ont souvent aucune qualification ni compétence, ni même de diplôme de journaliste, ce qui n'empêche nullement leur agrément à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP), gage de sérieux de la profession, délivrée par l'AFP. Cette caution lui permet de s'octroyer le droit de décider le vrai du faux à l'encontre des experts en biologie. Son manque de sérieux n'a pas empêché la presse mainstream de les citer comme “source sûre”. Rappelons que le directeur de Conspiracy Watch, Rudy Reichstadt, ancien employé de mairie, a détourné 60 000 Euros du fonds Marianne, initialement conçu pour la lutte contre le séparatisme religieux. Il s'agit de recel de détournement de fonds publics. **Bien loin du journalisme qui oblige à respecter une certaine déontologie, bien loin de la Charte de Munich, encore plus loin de la recherche de la vérité et du respect des arguments contraires et des faits, ces officines ne sont en fait que des machines de propagande.**
- Dans un second temps, les médias traditionnels et Wikipédia reprennent en cœur les “vérifications” des officines propagandistes, pour sourcer leurs articles à charge et répéter en boucle le même message. **Ceux-ci deviennent alors pour le public des preuves**, car le jugement se base sur la réputation du journal, sur son honnêteté (validée par la vérification des faits) et sur la répétition du même message par plusieurs médias. C'est ce qu'on appelle du blanchiment d'information.

2.2 De la preuve à la source

Mais la réalité est que, s'il y a des sources, il n'y a aucune preuve.

- **Une preuve est fondée sur des sources d'information vérifiées selon une exigence de vérité.** Le vérité n'est jamais complète mais le travail du journaliste honnête consiste à mener une enquête exigeante pour dégager le réel parmi les différentes sources, en les croisant, en écartant celles venant de personnes aux conflits d'intérêts trop flagrants et en privilégiant celles venant de personnes indépendantes, compétentes et bien renseignées. C'est ainsi que fonctionnaient les médias autrefois: en citant des preuves.
- **Mais aujourd'hui, les sources sont habilement substituées aux preuves. Or une source (surtout quand elle est achetée) n'est pas une preuve.** (21)

Donnons quelques exemples.

- Les mensonges de la jeune Nayirah sur les couveuses koweïtiennes en 1990. Elle affirmait que les soldats irakiens jetaient les bébés des couveuses sur le sol. Les journalistes des médias traditionnels ont repris cette source sans vérifier la preuve (qui n'existait pas). L'opinion publique a basculé en faveur de la guerre.
- Colin Powell a menti en 2003 devant l'ONU sur l'existence de fabrication d'armes de destruction massive pour justifier l'intervention en Irak. De nombreux articles de presse achetés ont repris ce mensonge, pour faire basculer l'opinion.
- Récemment, Delfraissy ou Véran ou Lacombe qui ont affirmé que le vaccin était sûr et efficace à 90%, qu'il protégeait des formes graves...sans aucune preuve mais avec toutes les sources nécessaires achetés par les labos. Pfizer a lui-même avoué que son vaccin n'avait jamais réduit la transmission. Les effets secondaires graves sont connus (50 000 morts en Europe dans Eudravigilance (24))
- et aussi sur la guerre en Ukraine, le soi-disant bombardement russe de l'hôpital pour enfants à Marioupol, les fosses communes à Boutcha...

2.3 NewsGuard : le gardien du narratif de l'establishment

NewsGuard n'est une autre entreprise (à but non lucratif) internationale visant à protéger l'alliance mondialiste de gouvernements et d'entreprises privées qui tentent de mettre en œuvre un régime totalitaire de gouvernement mondial. Pour ce faire, ils discréditent et éliminent les concurrents et analystes indésirables qui vous donnent des informations allant à l'encontre du récit officiel. **NewsGuard s'est imposé comme l'arbitre mondial autoproclamé déterminant quelles informations sont « dignes de confiance »**, sur la base de neuf facteurs « de crédibilité et de transparence », pour les informations consultées sur des appareils électroniques privés, dans les écoles et dans les bibliothèques publiques (les livres autorisés feront partie d'une liste).

NewsGuard est bien sûr brandie par la presse mainstream comme l'archétype d'organisation non-partisane faisant un travail impartial. Or cette elle n'a cessé pendant la pandémie de soutenir des narratifs anti-sciences et pro-confinement, au détriment de la population.

L'organe décisionnel de NewsGuard réunit des personnalités de l'OTAN, de la CIA / NSA, de Wikipedia, de l'Etat profond américain. (19) Le PDG de NewsGuard, Louis Gordon Crovitz, est membre

du Council on Foreign Relations (CFR), un acteur clé derrière le Great Reset. Le CFR est financé en partie par les fondations Gates, Rockefeller, Ford et Carnegie et a influencé la politique étrangère américaine.

NewsGuard est financée par des grandes entreprises (Big Tech et Big Pharma), mais aussi par le FBI et l'agence le géant mondial de la publicité Publicis Group. Comment peut-elle alors être neutre et impartiale lorsqu'elle vérifie des articles critiques à l'égard de l'industrie ? Les BigTech en profitent pour s'affranchir de toute accusation de censure en plaidant qu'elles ne font que suivre les recommandations de NewsGuard. De cette façon, un marché "légal" de conformité à la désinformation est créé tandis que le gouvernement et les Big Tech peuvent prétendre qu'il n'ont rien à voir avec le contrôle de l'information.

La puissance de NewsGuard vient de ses relations avec les agences de publicité (20). Beaucoup de médias comptent sur leurs encarts publicitaires pour leur financement. S'ils sont mal notés par NewsGuard, les grandes agences de pub éviteront ces médias pour les annonces de leurs clients. Les médias alternatifs sont contraints de modifier leurs points de vue, même en matière de politique étrangère (Ukraine, Proche-Orient...). **La tâche de NewsGuard est de faire taire les médias alternatifs.**

Les évaluations de confiance sont éloquentes: 20Minutes: 100% de confiance. Fact & Furious: 100%. FranceSoir (qui a fait un vrai travail journalistique courageux): 45%. On voit que de façon systématique, les médias favorables au narratif officiel reçoivent des scores beaucoup plus élevés.

NewsGuard a encadré le projet DSA (Digital Service Act) européen, le premier règlement mondial de la censure sur internet, et notamment sur X (ex Twitter). Son patron Elon Musk a dit publiquement s'étonner que l'UE fasse appel à pareil organe de censure politique.

Fondamentalement, ce que nous observons, c'est l'émergence d'une censure organisée à l'échelle mondiale par les entreprises. Bien entendu, l'intelligence artificielle sera également plus largement utilisée pour « identifier et ralentir la propagation des contenus faux et préjudiciables »

3. Conclusion

La crise sanitaire aura été l'occasion d'une tentative historiquement inédite de contrôle de l'information à l'échelle mondiale visant à assurer aux élites le monopole de l'information légitime. Quatre acteurs, ayant des intérêts convergents, ont organisé **un contrôle de la pensée qui a toutes les chances de perdurer.** Nous avons vu les mêmes méthodes s'appliquer plus tard avec la guerre en Ukraine ou le conflit israélo-palestinien.

Il y a un droit français sur la liberté d'expression. Les propos diffamatoires ou racistes, xénophobes, sont punis par la loi. Pour le reste, il y a la liberté d'expression, fondement de toute démocratie. Nous n'avons pas besoin d'agences pour nous dire ce qui est juste et vrai. Laissons la justice faire son travail, le cas échéant !

Ne laissons pas des officines obscures de fact-checking au service du capitalisme mondialisé interdire de parole à ceux qui les dérangent!

Ne laissons pas NewsGuard étrangler financièrement les médias libres et indépendants !

Que faire? Si vous êtes perturbé par la censure croissante, assurez-vous de **contacter votre bibliothèque** locale dès aujourd'hui pour savoir si elle utilise NewsGuard. Si tel est le cas, demandez-leur

s'ils sont au courant de la censure par NewsGuard des informations véridiques, qui empiète désormais sur la liberté scientifique et menace les racines mêmes de notre démocratie.



<http://nopassaix-paca.org/>

Liste des sources

- (1) De la dernière enquête Kantar/La Croix, il ressort un niveau inégalé de défiance vis-à-vis des journalistes, 68 % des personnes interrogées considérant qu'ils ne sont pas assez indépendants des pouvoirs politiques, et 61 % qu'ils ne sont pas assez indépendants vis-à-vis des « pressions de l'argent » (A. Carasco, « Baromètre médias : pourquoi 4 Français sur 10 boudent l'information », *La Croix*, 15 janvier 2020).
- (2) S. Zuboff, *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.
- (3) R. Vitt, « Vacciné contre la Covid-19, Google bat tous les records en 2020 », *Presse Citron*, 27 décembre
- (4) Le pouvoir de lobbying des big pharmas :
https://www.ptb.be/big_pharma_d_pense_des_millions_en_lobbying_pour_influencer_les_d_cisions_le_ptb_exige_des_mesures
- (5) « Médias français : qui possède quoi ? », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2020.
- (6) A. Rousseaux, « Le pouvoir d'influence des dix milliardaires qui possèdent la presse française », *Basta Mag*, 7 avril 2017.
- (7) Ministère de la Culture, « Tableaux des titres et groupes de presse aidés en 2017 » [en ligne].
- (9) D.-J. Rahmil, « Google finance les médias et dessine les nouvelles tendances du journalisme », *L'ADN*, 2 avril 2019.
- (10) G. Pépin, « Fake news" : Facebook va rémunérer des éditeurs français et fait sa publicité dans la presse », *NextInpact*, 26 avril 2017 ; voir aussi *Le Canard enchaîné*, 3 janvier 2018.
- (11) L'Observatoire du journalisme, « Tout ce que les éditeurs perdent, Facebook et Google le gagnent », janvier 2018 [en ligne : <https://www.ojim.fr>]. On sait que le modèle économique de Facebook est tout entier basé sur la publicité : cela a représenté 98% de ses recettes en 2019 (R. Badouard, *Les nouvelles lois du web*, Op.cit., p. 73).
- (12) En ce qui concerne le CSA, un exemple de cette nouvelle forme de censure est survenu au tout début du mois de janvier 2021 lorsque cette agence a sanctionné la radio RMC pour avoir invité en août 2020 le professeur Christian Perronne à s'exprimer lors même que « cet invité était le seul membre du corps médical présent en plateau » et que « ces déclarations n'ont pas fait l'objet d'une contradiction suffisante ». « Dès lors, l'éditeur ne peut être regardé comme ayant fait preuve d'honnêteté et de rigueur dans la présentation et le traitement de l'information sur la pandémie » (« Le CSA met en demeure RMC pour une émission avec le professeur Perronne », *20 minutes*, 6 janvier 2021). On notera toutefois que l'ensemble des médias passent leur temps à inviter des médecins depuis le mois de mars dernier et que le CSA n'a jamais relevé une absence de « contradiction suffisante » lorsque ces médecins expriment des propos qui coïncident avec le discours gouvernemental. Il s'agit d'une part d'un « deux poids, deux

mesures » flagrant, et d'autre part d'un acharnement sur un médecin qui venait d'être démis de sa chefferie de service par le directeur de l'AP-HP (AFP, 17 décembre 2020).

(13) « Le quotidien *Le Monde* a reçu plus de 4 millions de dollars de la fondation de Bill Gates »,

Covidinfos, 11 mai 2020 [en ligne : <https://covidinfos.net/>].

(14) L. Astruc, *L'art de la fausse générosité. La Fondation Bill et Melinda Gates*, Arles, Actes Sud, 2020, p. 12.

(15) Cité par I. Mayault, « La rumeur, l'autre épidémie qui préoccupe l'OMS », *Le Monde*, 6 mars 2020.

(16) M. Richtel, « W.H.O. Fights a Pandemic Besides Coronavirus: An 'Infodemic' », *New York Times*, 6 février 2020 ; cf. aussi F. Magnenou, « Comment l'OMS s'efforce de contenir l'infodémie qui entoure l'épidémie », *France TV Info*, 8 février 2020.

(17) Parmi ces influenceurs, côté francophone, on peut citer par exemple Lê Nguyễn Hoang (près de 200 000 abonnés sur sa chaîne YouTube « Science4All », Thibaud Fiolet (et son site « Quoi dans mon assiette »), le groupe « Osons causer » (près de 300 000 abonnés sur YouTube et près d'un million sur Facebook) ou encore Jérémy Descoux, (98 000 abonnés sur sa chaîne « Asclépios », président du Collectif « FakeMed », un réseau de médecins militant qui s'est fait connaître par sa lutte contre l'homéopathie). Certains de ces influenceurs apparaissent dans une vidéo intitulée « Coronavirus : chaque jour compte », postée sur YouTube le 14 mars 2020, et dont la liste des intervenants est en ligne :

https://docs.google.com/document/d/1x-euHBV72ipNttBj1KP6O_aEBGK0qKafqphMRBZK11/edit#heading=h.3bjrhorulj7v Il est probable que Facebook « sponsorise » certains influenceurs dans sa stratégie de promotion de contre-discours (R. Badouard, *les nouvelles lois du web*, Op.cit., p. 97), mais on ignore lesquels.

(18) Sur ce phénomène typique des années 2010-2020, cf. D. Frau-Meigs, « Les youtubeurs : les nouveaux influenceurs ! », *Nectart*, 2017, 5 (2), p. 126-136.

(19) deux vidéos de Jean-Dominique Michel, anthropologue de la santé

<https://odysee.com/@bertoberto:a/Michel-Jean-Dominique---Apr%C3%A8s-la-teuf-%C3%A0-Rudy%2C-le-tour-de-Newsguard-%E%BC%9F!-Leur-tailler-un-costard-semble-indiqu%C3%A9-et-m%C3%A0me-urgent.-%C3%89mission-du-30-octobre-2023.:b>

et

<https://odysee.com/@christophevoisin.a:e/newsguardlastrat%C3%A9giedel%C3%A9trangement:4>

(20) article de The Epoch Times sur Newsguard:

<https://www.epochtimes.fr/enquete-comment-newsguard-est-devenu-le-garde-fou-de-lestablishment-contre-les-medias-independants-2394582.html>

(21) vidéo de Idriss Aberkane, conférencier;

https://odysee.com/@Fifi:5/conference-la-presse-au-21eme-siecle-idriss-aberkane_video_1080p60.0:8?r=3PkCz6VbJGFCmgR8Bh06cBSkFXFnoBQp

(22) vidéo de Jean-Dominique Michel sur Rudy Reichstadt:

https://odysee.com/@CanalCanard:2/2023_10_27---Jean-Dominique-Michel---Un-trompeur-sachant-tromper:8

(23) <https://reseauinternational.net/le-nauffrage-de-conspiracy-watch/>

(24) site Eudravigilance: <https://www.adrreports.eu/fr/>